

La situation du budget de l'État

Au 30 avril 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-30-avril-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde

Le solde général d'exécution s'établit à fin avril à -66,8 Md€ contre -59,9 Md€ à fin avril 2012. Cet écart s'explique principalement par la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G ») ainsi que par l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour un montant de 1,6 Md€ et la dotation au Mécanisme européen de stabilité (3,3 Md€). Il s'explique également par la faiblesse des rentrées fiscales..

Dépenses

Au 30 avril 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 140,4 Md€ contre 133,6 Md€ au 30 avril 2012.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€. Une troisième tranche d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) a par ailleurs été versée par la France en avril 2013 pour un montant de 3,3 Md€. Ces deux opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht : les dépenses hors MES et BEI atteignent ainsi 135,6 Md€ au 30 avril 2013.

Ce montant est conforme à la prévision de dépenses de la loi n° 2012-1509 de finances pour 2013. Les dépenses de personnel hors pensions restent globalement stables par rapport à 2012. Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 10,5 Md€ au 30 avril 2013 (9,4 Md€ au 30 avril 2012) en raison notamment du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€..

Recettes

Au 30 avril 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 90,8 Md€ contre 91,0 Md€ à fin avril 2012.

A fin avril, les recettes fiscales nettes sont stables par rapport à 2012. La hausse des encaissements d'impôt sur le revenu est compensée par un recul des recettes de taxe sur la valeur ajoutée nette et de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, en raison de la faible activité économique de ce début d'année. L'évolution globale des recettes fiscales nettes présente un aléa baissier par rapport aux prévisions présentées dans le programme de stabilité, débattu au Parlement mi-avril, compte tenu de l'atonie des recettes de TVA nette et de taxe intérieure sur les produits de consommation énergétique (TIPCE).

S'agissant des recettes non fiscales, l'écart constaté à fin avril, par rapport à l'exécution 2012, résulte, pour l'essentiel, d'une recette exceptionnelle enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux s'établit à - 17,2 Md€ à fin avril 2013, stable par rapport à fin avril 2012.

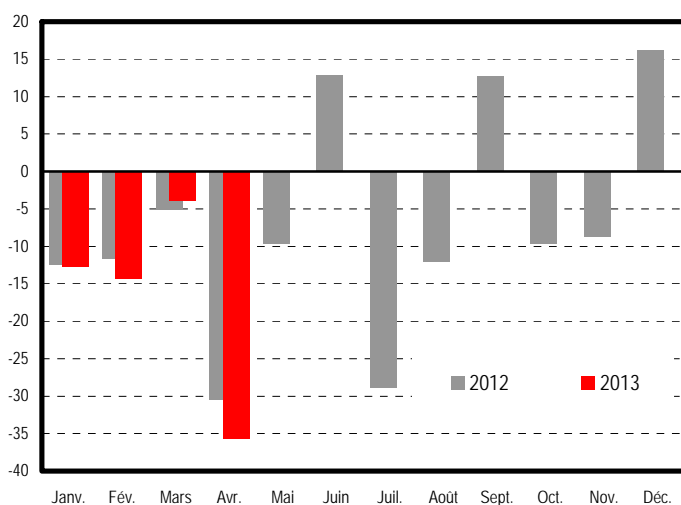
L'évolution, à fin avril, du solde des comptes spéciaux est peu significative.

Solde (hors FMI)

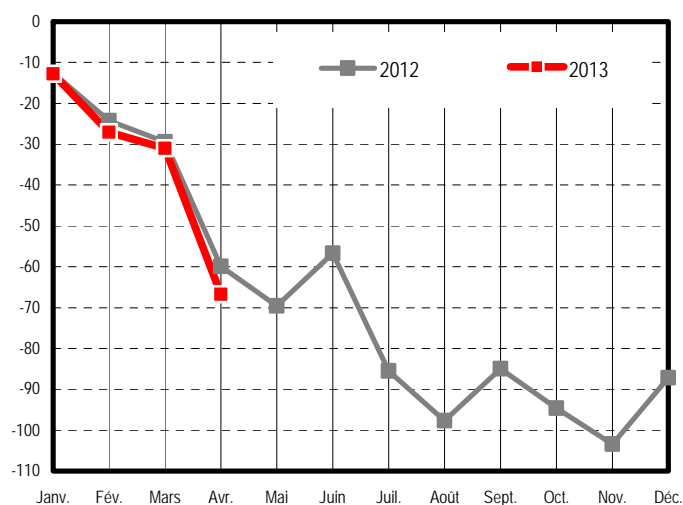
en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin avril			avril 13 / avril 12
			2011	2012	2013	
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-39 604	-42 661	-49 614	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	128 188	133 625	140 449	5,1%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	88 584	90 964	90 835	-0,1%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-21 750	-17 242	-17 159	
<i>dont avances aux collectivités territoriales</i>	<i>696</i>	<i>1 089</i>	<i>-19 626</i>	<i>-18 265</i>	<i>-18 561</i>	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-61 354	-59 903	-66 773	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



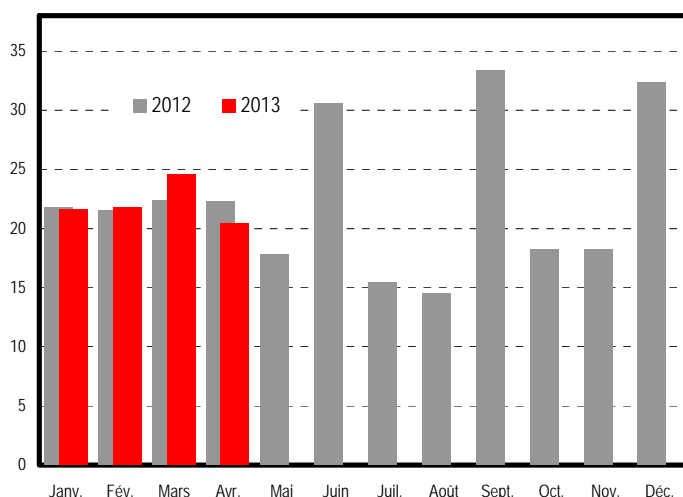
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	LFI 2013	Niveau à la fin avril		Variations à la fin avril	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périètre courant	2013/2012 Périètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	298 616	87 913	88 364	0,5%	0,3%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	71 902	20 259	22 479	11,0%	11,0%
Impôt sur les sociétés – net ^{(1) (3)}	40 832	53 531	11 362	11 538	1,5%	-5,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 680	4 260	3 998	-6,2%	-6,1%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	141 245	45 778	44 709	-2,3%	-2,3%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	18 258	6 254	5 640	-9,8%	1,1%
Recettes non fiscales	14 110	14 209	2 852	1 733	-39,2%	-34,9%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	312 825	90 765	90 097	-0,7%	-0,8%
Fonds de concours	3 467	3 320	199	738	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	316 145	90 964	90 835	-0,1%	-0,2%

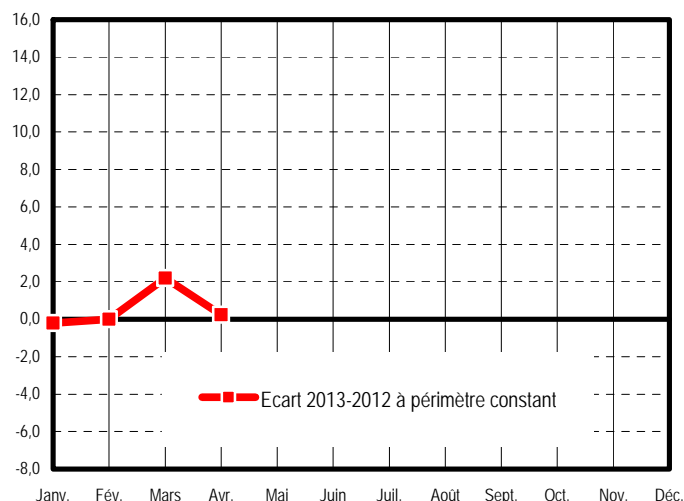
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

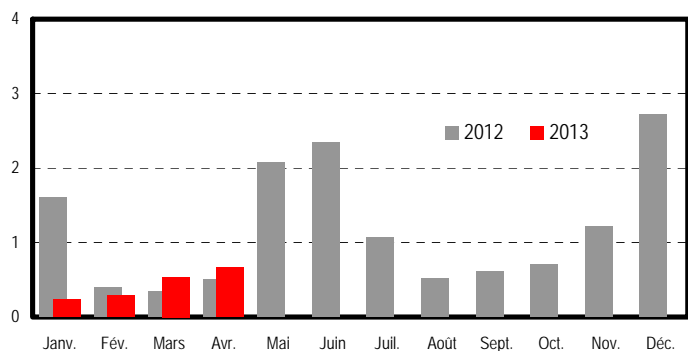


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

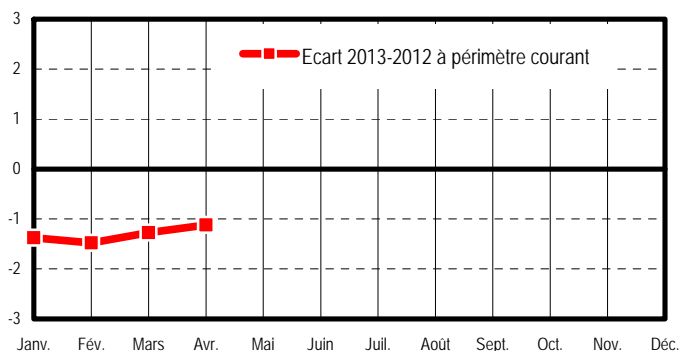


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

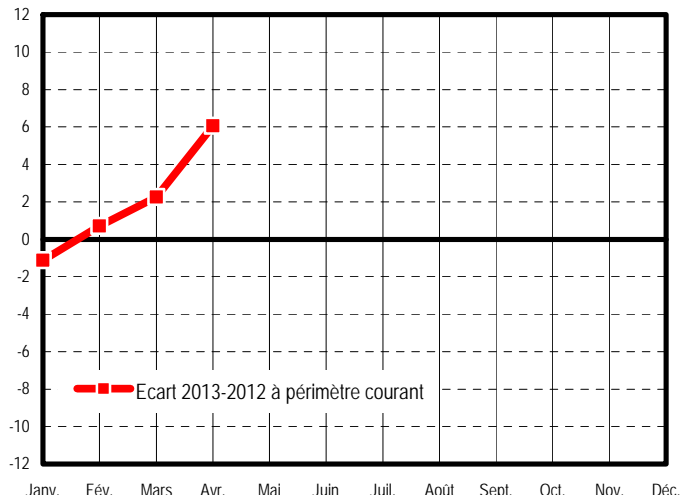
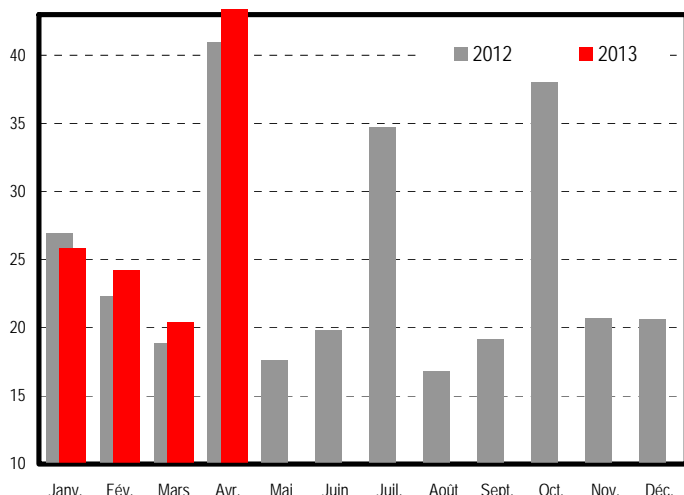
en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin avril		Variations à la fin avril	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotations des pouvoirs publics	992	997	991	-0,6%	-0,6%
Dépenses de personnel	118 945	40 426	40 933	1,3%	1,6%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	18 339	23 692	29,2%	28,0%
Charges de la dette de l'État	46 303	19 134	19 665	2,8%	2,8%
Dépenses d'investissement	11 028	4 615	3 970	-14,0%	-14,1%
Dépenses d'intervention	66 153	24 923	25 161	1,0%	1,1%
Dépenses d'opérations financières	1 218	660	740	12,1%	12,1%
Dépenses du budget général	299 535	109 094	115 152	5,6%	5,5%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	15 121	14 792	-2,2%	-2,2%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	9 410	10 506	11,6%	11,6%
Prélèvements sur recettes	74 635	24 531	25 297	3,1%	3,1%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	133 625	140 449	5,1%	5,1%

(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3425	-626	-4 361	611	1 006	307
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre
(3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI